

PRÉFECTURE DES YVELINES

Direction départementale
des services d'incendie et de secours

Groupement Fonctionnel Prévention
Secrétariat de la sous-commission
départementale de sécurité

Versailles, le vendredi 7 juillet 2006

JJE n° 2006-27- 43 AC
Affaire suivie par le : Capitaine VALETOUX

PROCES VERBAL

DE LA SOUS COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Séance du
vendredi 7 juillet 2006

OBJET : Commune de GUYANCOURT

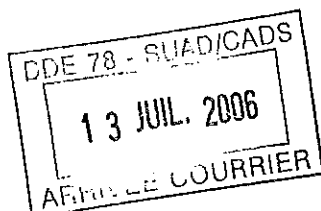
Affaire : Construction d'un nouveau bâtiment

Adresse : Ferme de Trous – Route de Trous

Demandeur : Conseil régional d'Ile de France

REFER. : Rapport de sécurité du vendredi 7 juillet 2006 référencé n° 2006-27- 43

Présenté par : Capitaine VALETOUX



CE DOCUMENT EST INDISSOCIABLE

DU RAPPORT D'ETUDE



PRÉFECTURE DES YVELINES

Direction départementale des
services d'incendie et de secours

Versailles, le

Service Prévention

JCV/JCV n°

Affaire suivie par le capitaine VALETOUX.

RAPPORT D'ETUDE

DESTINE

A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Séance du vendredi 7 juillet 2006.

OBJET : Commune de GUYANCOURT
Affaire : construction d'un bâtiment à usage de bureaux, d'enseignement et de recherche.
Adresse : Ferme de Trous
Maître d'ouvrage : Conseil Régional d'Ile de France

REFER : Dossier de demande de permis de construire n° 29706 Z 1030
Transmission de la DDE en date du 13 juin 2006, reçue le 14 juin 2006.

**CE DOCUMENT NE VAUT PAS AVIS
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE**

(Ce document comporte 9 pages)

I - ELEMENTS DESCRIPTIFS :

Le projet situé à l'intérieur d'une enceinte fermée concerne la construction d'un bâtiment neuf principal abritant des bureaux, des laboratoires et un centre de formation, le réaménagement d'une maison de maître en bureaux, l'aménagement de plusieurs granges existantes en parc de stationnement non clos, ateliers, locaux techniques et stockages.

D'une emprise au sol de 5200 m², le bâtiment possède une façade accessible chacune desservie par une voie-engins d'une largeur de 4 m.

Il est isolé de tout tiers par un éloignement à plus de 5 mètres.

Le bâtiment à R + 2 est organisé de la façon suivante :

- ◊ Au rez-de-chaussée : 2 salles d'enseignement, un amphithéâtre, des bureaux, des laboratoires, un hall ;
- ◊ Au 1^{er} étage : des bureaux et des laboratoires ;
- ◊ Au 2^{ème} étage : des bureaux et des laboratoires, des chaudières.

Un long couloir appeler Rue de la Recherche parcourt le bâtiment qui comporte trois atriiums.

Les différents éléments de construction du bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est inférieur à 8 mètres sont :

- Des éléments principaux de structure stables au feu de degré 1/2 heure au moins ;
- Une toiture légère type promisol, ou recouvert d'asphalte ou de gravillon ainsi que des ouvertures pour 3 atriiums ;
- Des cloisons intérieures CF° 1 heure isolant la partie ERP, la partie vitrée entre le hall et la rue de la Recherche sera PF° ½ heure ; le cloisonnement de la Rue de la Recherche est CF° 1 heure. Les atriiums comportant chacun un escalier d'accès aux R+1 et R+2 seront isolés des niveaux supérieurs par des CF° 1 heure et des blocs-portes PF° ½ heure munis de ferme-porte. Le cloisonnement des bureaux sera réalisé par des cloisons sans résistance au feu particulière. Les laboratoires seront isolés des dégagements et entre eux par des parois CF° 1 heure et des blocs-portes PF° ½ heure munis de ferme-porte.

Les aménagements intérieurs sont conformes aux normes en vigueur.

La distribution intérieure du bâtiment est le cloisonnement traditionnel.

Les dégagements sont en nombre et en largeur suffisants pour l'évacuation du personnel et ils sont détaillés de la façon suivante :

Niveau	Effectif		Dég. / U.P. Exigibles	Dég. / U.P. Réalisés	Observations
	niveau	cumul			
2 ^{ème} étage	105	-	2 dég./ 3 UP	6 dég./ 11 UP	
1 ^{er} étage	105	210	2 dég./ 4 UP	6 dég./ 11 UP	
Rez de chaussée	350	560	3 dég./ 6 UP	9 dég./ 18 UP	

Les dégagements prévus pour les locaux destinés à l'enseignement sont satisfaisants.

Niveau	Effectif		Dég. / U.P. Exigibles	Dég. / U.P. Réalisés	Observations
	niveau	cumul			
Amphithéâtre	150		2 dég./ 5 UP	2 dég./ 5 UP	
2 salles de cours	40		1 dég./ 1 UP et 1 dég. accessoire chacune	2 dég./ 1 UP chacune	

Tous les locaux susceptibles de recevoir plus de 19 personnes comporteront 2 dégagements d'une UP minimum.

Les locaux susceptibles de recevoir plus de 50 personnes auront des portes qui s'ouvriront dans le sens de la sortie.

La distance maximale à parcourir d'un point quelconque d'un local, pour gagner un escalier, sera inférieure à 30 m si on se trouve dans une partie du bâtiment formant cul-de-sac et 40 m dans le cas contraire.

Le bâtiment possède les équipements techniques suivants :

- Le désenfumage :
 - Escaliers : désenfumage par la mise en place haute d'un exutoire ou un ouvrant supérieur ou égl à 1 m². La commande manuelle d'ouverture sera disposée en pied de chaque escalier. Le dispositif de fermeture sera prévu au dernier palier ;
 - Locaux : il n'y a pas de locaux dont la superficie est > à 300 m², ou 100 m² pour les locaux aveugles ;
 - Hall : d'une surface > à 300 m², il sera désenfumé naturellement par un exutoire en terrasse. L'amenée d'air sera assurée par les portes donnant sur l'extérieur ;
 - Rue de la Recherche : ce dégagement protégé sera désenfumé naturellement par des exutoires d'une surface utile de 2 m² au moins situés en partie haute des atriiums et des amenées d'air prises sur les jardins intérieurs. La longueur du dégagement est supérieure à 60 m, par conséquent celle-ci sera découpée en 2 cantons par un écran de cantonnement de 0,70 m. Les amenées d'air présenteront la même surface utile que les extractions ;
- des installations électriques conformes aux normes en vigueur ;

- un éclairage d'évacuation par blocs autonomes de 60 lumens dans les circulations au dessus des portes de sortie et dans la salle de conférence ; un éclairage d'ambiance sera mis en place dans la salle de conférence ;
- un chauffage assuré par des radiateurs alimentés en eau chaude produite par une chaufferie gaz. Elle sera isolée par des murs CF° 2 heures et d'une porte CF° 1 heure équipée d'un ferme-porte. Une chaudière gaz sera également utilisée pour la maison de Maître.

Les locaux à risques particuliers sont les suivants :

- les locaux de stockage,
- les locaux techniques,
- les ateliers (mécanique et verrerie situés au niveau des granges) ;
- les archives,
- les réserves,
- le local onduleur,
- la salle anéchoïde.

Le stockage de gaz :

Des récipients mobiles (bouteils de gaz comprimé) seront stockés contre la façade du bâtiment côté parking, ainsi qu'un récipient fixe (citerne d'azote liquide) de 30 m³.

Cela concerne :

- 2 bouteilles d'azote (B 50) au droit du local caisson plasma façade Est ;
- 2 bouteilles d'azote (B 50) dans le patio côté labos module CETP ;
- 2 fois 4 bouteilles de propane, méthane, hydrogène et dioxyde de carbone (B 50) au droit du patio côté labos modules SA ;
- 1 bouteille d'argon, d'oxygène et diméthyle (B 50) au droit de l'atelier mécanique ;
- 1 bouteille d'hydrogène, 2 de propane et 2 d'oxygène (B 50) au droit de l'atelier de verrerie.

Au droit de ces stockages, en plein air, la façade sera constituée d'un mur plein, présentant un CF° 1 heure sur une hauteur minimale de 3 mètres.

Le récipient d'azote liquide, situé à l'extérieur, sera protégé des chocs par un socle formant chasse roue, augmenté d'un grillage de 2 m de hauteur.

Les moyens de secours prévus sont les suivants :

- des extincteurs appropriés aux risques à raison d'un pour 200 m²;
- un système de sécurité incendie de catégorie B ;
- un équipement d'alarme de type 2a ;
- des consignes de sécurité et des plans sur la conduite à tenir en cas d'incendie seront affichées à chaque niveau.

II - REGLEMENTATION APPLICABLE :

Les activités qui seront exercées dans ces locaux sont susceptibles d'être soumises à la loi du 19 juillet 1976 et au décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement notamment au titre des rubriques de la nomenclature.

En conséquence, le pétitionnaire devra consulter le service préfectoral chargé du contrôle de ces établissements et se conformer aux textes précités et aux règles de sécurité qui lui seront imposées par ce service.

En outre, ces locaux sont assujettis aux dispositions du code du travail et plus particulièrement à son livre II, 2^{ème} partie, titre III "Hygiène et Sécurité" ainsi qu'à celles de la section 2 de l'arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R.235-4-8 et R.235-4-15 du code du travail et fixant les dispositions pour la prévention des incendies et de désenfumage de certains lieux de travail.

Pour ce qui concerne son application, le pétitionnaire devra se mettre en relation avec la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi.

Cet établissement est classé dans le type R de la 5^{ème} catégorie avec un aménagement de type L, compte tenu que l'effectif théorique du public est inférieur au seuil fixé par l'article PE 2 § 1 (application des articles R.123-19 du code de la Construction et de l'Habitation, GN1, PE 2 § 1 et PE3 § 1 du Règlement de Sécurité du 25 Juin 1980).

L'effectif théorique des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé de la façon suivante mais seul l'effectif du public est retenu pour le classement : selon la déclaration soit :

- 190 personnes au total.

III - AVIS :

Après examen du dossier présenté, le préventionniste propose **un avis favorable** à la réalisation du projet, assorti des prescriptions suivantes

1°) Respecter toutes les mesures de prévention et de défense mentionnées dans la notice de sécurité en date du mois de mars 2006 compte tenu des modifications et compléments résultants des prescriptions édictées

2°) Réaliser la défense interne des locaux par des extincteurs portatifs à eau pulvérisé de 6 litres minimum, répartis judicieusement de telle sorte que la distance à parcourir pour atteindre un appareil ne dépasse pas 15 mètres (article PE 26 § 1).

3°) Permettre l'alarme par un dispositif sonore audible en tout point de l'établissement. Le choix du matériel est laissé à l'initiative du chef d'établissement qui devra s'assurer de son efficacité (article PE 27 § 3)

4°) Afficher bien en vue des consignes précises indiquant :

- le numéro d'appel des sapeurs pompiers (18 ou 112) ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre (article PE 27 § 4)

5°) Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours (article PE 27 § 5)

V - DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES :

Néant

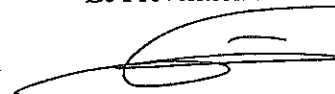
VI - DISPOSITIONS GENERALES ET CONTROLE :

Les travaux ne peuvent être effectués qu'avec l'autorisation de Monsieur le Maire de GUYANCOURT après avis de la sous-commission départementale de sécurité.

Le contrôle exercé par l'administration et la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (article R.123-43 du code de la construction et de l'habitation).

Le service départemental d'incendie et de secours est chargé préalablement à la délivrance du certificat de conformité de donner son avis sur l'accès des secours et sur la défense extérieure contre l'incendie, en application des articles R.460-3 du code de l'urbanisme et R 123-35 du code de la construction et de l'habitation.

Le Préventionniste



Capitaine VALETOUX

Parties assujetties au Code du travail.

Nonobstant l'avis des services plus particulièrement habilités à veiller à l'application des textes cités en II ci-dessus, j'ai l'honneur de vous informer que j'émetts un avis favorable à la réalisation de ce projet, assorti des prescriptions essentielles suivantes :

1°) Respecter toutes les mesures de prévention et de défense mentionnées dans la notice de sécurité en date du 02 mai 2006, annexée au dossier de demande de permis de construire.

2°) Concevoir les dégagements de telle sorte que :

- ceux-ci ne comportent pas de cul-de-sac supérieur à 10 mètres en étage, en sous-sol et au rez-de-chaussée ;
- la distance maximale à parcourir pour atteindre un escalier en étage ou en sous-sol ne soit jamais supérieure à 40 mètres ;
- le débouché au niveau du rez-de-chaussée d'un escalier s'effectue à moins de 20 mètres d'une sortie sur l'extérieur.

(article R. 235-4-6).

3°) Permettre l'ouverture des portes faisant partie des dégagements réglementaires par une manoeuvre simple, toute porte verrouillée devant être manoeuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions et sans clé (article R. 232-12-4).

4°) Installer des dispositifs assurant le désenfumage :

- des locaux d'une surface supérieure à 300 m² en rez-de-chaussée et en étage ;
- des locaux d'une surface supérieure à 100 m² en sous-sol ;
- des locaux aveugles ;
- des compartiments ;
- de tous les escaliers.

Concevoir ces dispositifs conformément aux dispositions de la section 2 de l'arrêté du 5 août 1992 cité au point II ci-dessus et de l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public (article R. 235-4-8).

5°) S'assurer que le cloisonnement intérieur des plateaux de bureaux ne fasse pas obstacle à la circulation des fumées qui est réalisée par un balayage aéraulique de façade à façade.

Pour atteindre cet objectif, diverses solutions sont envisageables comme par exemple :

- Plateau " OPEN SPACE " intégral ;
- Cloisons basses d'une hauteur de 1,80 mètres maximum ;
- « OPEN SPACE » partiel autorisant un balayage de façade à façade, en ne disposant les châssis de désenfumage que dans les bureaux non cloisonnés et avec une répartition judicieuse.

En tout état de cause, la solution retenue devra avoir pour objectif d'éviter la propagation à l'ensemble du compartiment par l'intermédiaire des fumées et gaz chauds en maintenant la pleine efficacité du balayage naturel.

Si aucune de ces solutions ne peut être retenue alors il conviendra de désenfumer mécaniquement les différents compartiments.

6°) Faire procéder par une personne ou un organisme choisi par le chef d'établissement, à la vérification initiale des installations électriques afin qu'il soit donné un avis sur la conformité de celles-ci aux dispositions réglementaires applicables (article R. 235-3-5).

7°) S'assurer que les installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire dont la puissance utile est supérieure à 70 kW satisfont aux dispositions de l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public (article R. 235-4-9).

8°) Installer à l'extérieur du bâtiment un dispositif de coupure d'urgence de l'alimentation en gaz, facilement repérable et manœuvrable par les services de secours (article R. 232-12-12).

9°) Isoler des autres locaux et dégagements, les locaux à risques particuliers recensés au § 1, par des murs et des planchers au moins coupe-feu de degré une heure. Les portes d'intercommunication doivent être au moins coupe-feu de degré ½ heure et munies de ferme-portes (article R. 235-4).

10°) Assurer, à moins qu'elle existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie du bâtiment de la manière suivante :

- a) Mettre en place deux poteaux d'incendie de 100 mm normalisés et par un poteau d'incendie de 2 x 100 mm (NFS 61 213) ;
- b) S'assurer que le réseau d'adduction fournisse au moins 240 m³/h d'eau sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars.

Par ailleurs, les besoins en eau nécessaires au fonctionnement des moyens de secours privés pourront être pris en alimentation directe sur le réseau d'adduction sous réserve que le Service Départemental d'Incendie et de Secours dispose d'un débit de 240 m³ par heure en cas de sinistre.

- c) Implanter les poteaux d'incendie en respectant les distances suivantes :

- 100 mètres au plus entre l'entrée principale du bâtiment et l'hydrant le plus proche, par les chemins praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir ;
- 150 mètres au maximum entre chaque hydrant par les voies de desserte ;
- 5 m au plus du bord de la chaussée.

11°) Réceptionner les moyens de défense extérieure contre l'incendie de l'établissement dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours qui peut être le chef de centre des sapeurs-pompiers de MONTIGNY LE BRETONNEUX.

S'il s'agit de nouveaux hydrants, fournir une attestation délivrée par l'installateur des poteaux ou des bouches d'incendie faisant apparaître la conformité à la norme NF S 62-200 et précisant :

- le débit minimal de l'appareil (ou simultané des appareils) ;
- les pressions (statiques, dynamiques).

Un exemplaire de ce document doit être transmis à :

Monsieur le Directeur départemental
des services d'incendie et de secours
BP 571
78005 Versailles cedex.

12°) Afficher bien en vue des consignes précises indiquant :

- le matériel d'extinction et de secours qui se trouve dans le local ou à ses abords ;
- les procédures d'évacuation ;
- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18) ;
- l'adresse du centre de secours du premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

(article R.232-12-20)

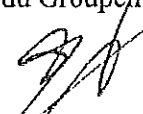
13°) Procéder semestriellement à des essais et visites périodiques du matériel et des moyens de secours (article R.232-12-21).

14°) Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manoeuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois (article R.232-12-21).

15°) Apposer un plan schématique, conforme à la norme NF S 60-302 comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité.

16°) Permettre l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence (article R.232-12-17).

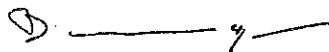
Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
P.O. le Chef du Groupement Prévention


Lieutenant-Colonel Denis GIORDAN

VII - AVIS CONCLUSIF :

Suivant les conclusions du rapport d'étude présenté par le rapporteur, la sous-commission départementale de sécurité émet à l'unanimité des membres ayant voix délibérative, un avis favorable à la réalisation du projet.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' followed by a horizontal line and a small flourish.

Jack BOURGUET